

**DE DARDEL, MOUTINOT, SCHMID, FERRAZINO, DEFERNE & SCHNEIDER**

AVOCATS AU BARREAU DE GENÈVE

Jean-Nils de Dardel  
Laurent Moutinot  
Jean-Bernard Schmid  
Christian Ferrazino  
Olivier Deferne  
Jacques-André Schneider

Monsieur Laurent KASPER-ANSERMET  
Juge d'instruction  
Palais de Justice  
Place du Bourg-de-Four  
1204 GENEVE  
**RECOMMANDEE**

CCP 12-11894-9  
Téléphone (022) 21 53 03  
21 36 97

ND/sf

1204 Genève, le 10 août 1987  
20, Promenade Saint-Antoine (Entrée rue Maurice 2)

**Concerne :** PP 2018/80 Décès de Monsieur Alain URBAN

---

Monsieur le Juge d'instruction,

J'accuse réception de votre ordonnance du 30 juillet 1987, reçu le 31 juillet 1987 et me détermine comme suit dans le délai imparti.

- I. Je n'ai pas pu consulter ma mandante, actuellement absente de Genève ; cependant, vu l'urgence, je déclare, en son nom et pour son compte, qu'elle accepte le principe d'une contre-expertise avec avance des frais à sa charge.

Je vous prie en conséquence de désigner la personne de l'expert et de fixer le montant de l'avance de frais, conformément à la procédure aux art. 65 et 67 CPP.

Bien entendu, je réserve les droits de Madame KRISTOFF concernant les modalités que vous choisirez pour le choix de l'expert et pour le montant de l'avance de frais.

- II. En ce qui concerne la mission d'expertise, les questions, que, je suggère sont les suivantes :

- a) La mesure d'isolement en cellule, avant la cure de sommeil, était-elle justifiée dans son principe, sa durée et ses modalités ?
- b) Alain URBAN a-t-il donné son consentement éclairé à la prescription d'une cure de sommeil ? Notamment, a-t-il reçu une information sur la nature du traitement, ses risques, d'éventuels traitements alternatifs ? S'il y a eu consentement du patient, a-t-il été libre ou contraint ?
- c) La cure de sommeil a-t-elle été prescrite en vertu d'une indication réelle, valable et reconnue ?
- d) A-t-il été constaté qu'Alain URBAN souffrait d'une bronchite et, si oui, cet élément ne constituait-il pas une contre indication absolue à la cure de sommeil ?
- e) Les contrôles de l'état du patient, pendant la cure de sommeil, ont-ils été suffisants ? Certaines constatations auraient-elles dues être faites, qui devaient conduire à l'interruption de cette cure ?
- f) Les médicaments, compte tenu de leurs quantités, de leurs qualités, et de leurs interactions réciproques, étaient-ils compatibles avec les normes reconnues d'une cure de sommeil ?
- g) Quelles sont les causes cliniques de la mort d'Alain URBAN ?
- h) En regard aux normes reconnues et admissibles en matière de cure de sommeil et de traitements psychiatriques, il y a-t-il eu erreur ou faute médicale ?

Veillez agréer, Monsieur le Juge d'instruction, l'expression  
de mes sentiments distingués.

Nils de DARDEL, avocat